

prêt à long terme et à faible taux d'intérêt pour la construction d'un autre pont sur l'inlet Burrard à Vancouver? Si tel est le cas, le gouvernement de Colombie-Britannique, la ville de Vancouver et les municipalités avoisinantes en ont-ils été informés?

**L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, c'est la première fois qu'on me signale cette affaire. Je n'ai reçu aucune offre semblable de prêt à faible taux d'intérêt ou à taux d'intérêt élevé.

**M. Winch:** Question supplémentaire. Ce renseignement a-t-il été communiqué au député de Coast-Capilano (M. Davis) qui dernièrement a fait une déclaration en ce sens en Colombie-Britannique?

### LA SITUATION ÉCONOMIQUE

#### L'ÉTUDE EFFECTUÉE PAR LE CONSEIL ÉCONOMIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Reid Scott (Danforth):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. Comme il s'est écoulé environ 16 mois depuis que le premier ministre a déferé au Conseil économique la question du haut coût de la vie et des prix élevés pour étude spéciale et vu qu'à maintes reprises, il a donné l'assurance qu'il chercherait à connaître la raison pour laquelle on tardait tant à faire rapport, pourrait-il nous dire si l'étude est terminée et si nous la verrons jamais?

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, je serai très heureux de me renseigner afin de connaître l'opinion du Conseil économique avant que la Chambre aborde le débat sur cette question. J'en ai discuté avec le président du Conseil au cours de la dernière quinzaine.

#### LA RÉUNION DES MINISTRES DES FINANCES FÉDÉRAL ET PROVINCIAUX ET L'INFLATION

A l'appel de l'ordre du jour.

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, il ne s'agit pas d'une question supplémentaire mais d'une question se rapportant au problème de l'inflation. Hier j'ai demandé au premier ministre de dire si le gouvernement, face à une situation inflationniste très grave, convoquerait les provinces en vue d'une entente possible sur des mesures législatives prises en coopération, et le premier ministre a répondu:

Monsieur l'Orateur, il doit y avoir, le 14 septembre, une réunion des ministres des Finances fédéral et provinciaux. Cette très importante question figure à l'ordre du jour et sera donc étudiée avec les ministres provinciaux des Finances.

A-t-on signalé au premier ministre un article du *Globe and Mail* d'aujourd'hui selon lequel aucun des trésoriers provinciaux interrogés n'avait reçu d'invitation d'Ottawa ni n'avait étudié sérieusement la question. En outre, le trésorier provincial d'Ontario a exprimé son étonnement en disant: «C'est toute une déclaration». Le premier ministre nous dirait-il où en sont les choses ici, à quel moment l'invitation a été lancée et quand les divers trésoriers provinciaux ont appris que cette question figurait à l'ordre du jour?

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, je devrais sans doute demander au ministre des Finances de s'occuper de l'affaire, car il a peut-être la communication sous la main.

**L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, l'échange d'hier entre le chef de l'opposition et le premier ministre semble avoir causé un certain malentendu. Sauf erreur, le premier ministre a répondu à une question très générale. A la question posée par le chef de l'opposition, le premier ministre a répondu que, d'après l'ordre du jour du comité du régime fiscal de la conférence fédérale-provinciale du 14 septembre, nous allons discuter de la situation économique actuelle, y compris le problème de l'inflation.

J'aimerais préciser que je n'ai pas l'intention de soumettre aux provinces des propositions visant l'application de contrôles des salaires et des prix.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Aucune de mes questions ne soulevait ce point, mais le premier ministre a dit: «Cette très importante question figure à l'ordre du jour». Je demande au ministre, maintenant qu'il a la parole et puisqu'il est la conscience du premier ministre en répondant à ce sujet, si une question quelconque ayant trait à des mesures législatives prises en collaboration figure à l'ordre du jour pour la réunion du 14 septembre.

**L'hon. M. Sharp:** Oui, monsieur l'Orateur. Je crois avoir déjà indiqué cela bien clairement. Le chef de l'opposition a posé une question très longue et fort complexe. Je ne suis pas étonné qu'en y répondant le premier ministre ait peut-être semblé répondre à un des plus obscurs aspects de la question. Toutefois, j'aimerais lire ce que j'ai dit hier dans les lettres que j'ai adressées à plusieurs premiers ministres et à plusieurs ministres des Finances, parce que certains des premiers ministres prendront aussi part à la conférence le 14 septembre. Voici un passage: